



A l'eau l'Afrique, A l'eau le Monde ! **La contribution des jeunes professionnels au Forum National du Togo**

Date : 4 janvier 2012

Lieu : Locaux de JVE (Lomé)

Intervenants :

- Béatrice Tournonias, réseau Projection
- Sena Alouka, Jeunes Volontaires pour l'Environnement

1. Introduction

1. FORUMS NATIONAUX DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Dans la perspective du 6ème Forum Mondial de l'Eau (FME), l'initiative **A l'eau l'Afrique, à l'eau le Monde** souhaite mobiliser l'ensemble des parties prenantes pour porter la cause de l'eau et de l'assainissement, promouvoir le dialogue multi-acteurs et partager la responsabilité et l'action à entreprendre.

A cette occasion, Projection, réseau à fort potentiel mobilisateur et « catalyseur de consensus d'acteurs, assure la **mobilisation et la coordination des jeunes professionnels (JP) lors des Forums Nationaux** pour une contribution claire et pertinente aux processus préparatoires du Forum Mondial de l'Eau.

Pour préparer le Forum National de l'Eau et de l'Assainissement du Togo, Projection s'est associé à JVE pour mobiliser les jeunes et professionnels juniors afin d'échanger autour :

- des enjeux et solutions pour améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les **bidonvilles**.
- de la cible 2 du processus régional Africain pour la préparation du Forum Mondial de l'Eau qui prévoit le **développement d'une stratégie eau et jeune d'ici 2012**.

2. BIDONVILLES

Cette contribution s'insère dans une réflexion plus largement menée au sein du réseau Projection depuis quelques mois sur les bidonvilles (rencontres thématiques à Paris et Ouagadougou, mise en place d'un groupe de réflexion, etc.).

Elle sera valorisée **lors du 6ème Forum Mondial de l'Eau** sur un espace d'exposition et de débats organisé et animé par le réseau Projection sur le Forum Square (plus de détails sur l'espace Bidonville disponibles sur demande).

Pourquoi les bidonvilles ?

Selon la définition de l'UN-Habitat adoptée officiellement au sommet des Nations unies de Nairobi en 2002 le bidonville se caractérise par un « accès inadéquat à l'eau potable, à l'assainissement et aux autres infrastructures, la mauvaise qualité des logements, le surpeuplement, et le statut précaire de la résidence ». En juin 2006, **près d'un citoyen sur trois habitait déjà dans un bidonville**. En 2010, l'Afrique sub-saharienne comptait toujours la plus grande proportion mondiale de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (61,7 %), soit 199,5 millions de personnes sur une population urbaine totale de 323,3 millions. Chaque année, 14 millions de personnes supplémentaires rejoignent les zones urbaines d'Afrique sub-saharienne, et 70% d'entre elles s'installent dans des quartiers informels (même rapport UN-Habitat 2010).

C'est pourquoi, les jeunes professionnels au travers du réseau Projection, souhaitent mobiliser la communauté professionnelle internationale lors du 6^{ème} FME, afin de partager et faire connaître les solutions existantes pour améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement des populations vivant dans ces quartiers.

L'objectif de cette rencontre est donc de coordonner et valoriser la contribution des jeunes professionnels aux Forums Nationaux sur la thématique des bidonvilles. Leurs contributions seront également valorisées au prochain Forum Mondial de l'Eau au sein de l'espace « Bidonville » que réalise le réseau Projection. Ainsi, les jeunes professionnels du Togo mais aussi du Burkina Faso, du Benin, Togo, Niger sont invités à participer de manière privilégiée à la définition de son contenu et des solutions qui y seront exposées.

2. Echanges et débats

1. BIDONVILLES ET PRECARITE URBAINE : L'ACCES A L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

[Voir la présentation d'introduction de Béatrice Turlonnias](#)

2. BIDONVILLES, QUARTIERS NON LOTIS,... QUELLE VISION, QUELLE REALITE AU TOGO?

Lors de cette première session nous avons demandé aux participants de réagir sur certaines affirmations (volontairement impertinentes pour susciter le débat) afin de mieux connaître la situation des bidonvilles au Togo, appelé plus fréquemment « z'ongo ».

1. Les bidonvilles sont des quartiers en périphérie de la ville, pauvres, où le chômage est plus élevé qu'en centre ville. Info ou intox ?

A Lomé même, certains quartiers au plein cœur de la ville correspondent à la définition de bidonvilles. Ils ne sont pas uniquement en périphérie des villes. Généralement les populations qui y vivent sont pauvres et sont touchées par le chômage. Mais une vie économique se développe également dans ces quartiers.

2. Les bidonvilles sont illégaux. Info ou intox ?

Communément, les bidonvilles au Togo sont non-lotis et les habitants de ces quartiers ne disposent pas de titres de propriété ou de location. Il faut préciser que c'est une grande partie des quartiers de Lomé (même lotis) qui ne respectent pas le plan d'aménagement urbain.

Un intervenant insiste pour dire que les habitants qui se sont installés dans ces quartiers y vivent par défaut. Ils ont parfois été délogés avant d'arriver dans ces quartiers et n'ont pas d'autres solutions pour vivre.

3. Les populations des bidonvilles n'ont pas les moyens de payer les services d'eau et d'assainissement. Info ou intox ?

La pauvreté est généralement la cause et la conséquence du développement de ces quartiers. Cependant, il faut modérer le propos. Les populations ont des moyens, limités certes, mais elles peuvent contribuer au service. Souvent, les populations de ces quartiers payent même plus chers que les populations qui ont un accès aux services urbains. Tout dépend donc du niveau de contribution qui leur est demandé. Le problème de ces quartiers ne se pose donc pas uniquement en termes de moyens financiers des ménages.

4. Les bidonvillois ne sont pas comme tout le monde. On ne peut pas traiter les bidonvilles de la même manière que le reste de la ville. Info ou Intox ?

On ne peut pas calquer les solutions qui sont développées dans les quartiers lotis car elles ne sont pas toujours adaptées à la topologie de ces quartiers, aux moyens des populations, aux capacités de gestion des opérateurs. De plus, il faut prendre en compte le fait que certains de ces quartiers seront lotis et viabilisés à plus ou moins long terme. C'est pourquoi, il n'est pas adapté d'investir dans des infrastructures pérennes et coûteuses qui ne serviront plus dans 5 ou 10 ans du fait du lotissement. Il faut trouver pour ces quartiers des solutions transitoires plus souples.

5. L'amélioration in situ des bidonvilles est plus efficace que le relogement. Info ou Intox ?

Le relogement peut servir pour certains quartiers où il existe des risques (inondations en particulier). Cependant, avant de trouver une solution pour reloger les gens, ce qui demande du temps, il faut dès à présent améliorer les conditions de vie des populations de ces quartiers qui ne peuvent pas attendre. De plus les populations de ces quartiers risquent de s'opposer à ce déplacement dans lesquels elles ont tissé leur réseau social et construit une partie de leur vie.

3. COMMENT DEVELOPPER LES SERVICES ESSENTIELS DANS LES QUARTIERS NON LOTIS?

Lors de cette deuxième session, les participants ont partagé sur les solutions envisageables pour faciliter l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les bidonvilles.

Nous retenons les points suivants :

1. Un indispensable : l'information

Transversale et complémentaire aux solutions politiques, économiques, techniques, commerciales, organisationnelles, etc. l'information sous ces différentes formes est une solution à envisager :

- l'information : pour mieux connaître la situation des ménages et leurs besoins ;
- la communication : pour plaider la cause de ces quartiers auprès des politiques, des ONG, des partenaires financiers afin qu'ils s'engagent à changer la situation ;
- la sensibilisation : pour informer les populations des risques liés à leur habitat (en cas de zones inondables par exemples) et sur les solutions adaptées d'accès à l'eau et à l'assainissement qui existent dans leurs quartiers ;
- l'éducation : pour inculquer aux populations les bonnes pratiques d'hygiène et de santé ;
- la formation : pour former des ressources humaines qui sauront inventer des solutions pour ces quartiers.
- etc.

2. S'appuyer sur des initiatives privées et la solidarité dans le quartier

Beaucoup de participants ont évoqué le cas de personnes dans certains quartiers de Lomé ayant investi dans un forage afin d'alimenter leur famille et leurs voisins. Ces personnes ne sont pas toujours informées de la qualité de la ressource prélevée et des obligations pour réaliser ces forages. Ces solutions peuvent alors représenter un véritable danger pour les populations si l'eau ainsi distribuée n'est pas potable. Cependant, les autorités en charge de l'approvisionnement en eau peuvent s'appuyer sur ces initiatives privées et encadrer leurs activités. De même la gestion des services d'eau (bornes fontaines, réseaux secondaires, etc.) pourrait être assurée par des opérateurs privés pour assurer le service là où la Togolaise des Eaux ne peut intervenir facilement.

Si ces démarches privées répondent en premier lieu à un intérêt économique, il a été rappelé également que certaines de ces initiatives sont animées par un élan de solidarité qui peut faciliter aux populations les plus pauvres de ces quartiers d'avoir accès au service.

3. Trouver des solutions souples en matière d'assainissement

Un des grands problèmes de ces quartiers restent l'insalubrité et le mauvais assainissement : les déchets solides et les eaux de lavages sont rejetés dans les rues et les populations n'ont pas d'autres solutions pour se soulager que d'aller dans la nature, à la nuit tombée.

Un travail de sensibilisation peut permettre d'inculquer à ces ménages d'autres pratiques pour gérer leurs déchets. Il est plus difficile de trouver des solutions pour évacuer les déchets humains car l'on ne peut pas équiper tous les ménages en latrines. L'idée de latrines mobiles, expérimentées par le CREPA, a été proposée pour pallier à ce problème.

4. LE DEVELOPPEMENT D'UNE STRATEGIE EAU ET JEUNE D'ICI 2012

[Voir la présentation de Sena Alouka](#) (en anglais)

L'ensemble de ces échanges nous auront permis de mieux connaître la situation des bidonvilles au Togo et les solutions à développer. « Génération internet », les professionnels juniors et jeunes engagés dans l'eau et l'assainissement peuvent utiliser les nouveaux outils de communication pour faire connaître et changer la situation de ces quartiers. Comme nous l'avons vu, l'Afrique souhaite donner une plus grande place aux jeunes et jeunes professionnels, alors rendez-vous à Marseille, virtuellement ou non !

A vos clics, pour nous faire parvenir vos solutions pour les bidonvilles !

Plus d'informations sur notre site Internet : http://www.reseauprojection.org/wp-content/uploads/2011/12/Call_solutions_slums1.pdf

ou par mail : infoslums@reseauprojection.org

3. Pour en savoir plus sur les bidonvilles

(en) UN-HABITAT, The Challenge of Slums, Global Report on Human Settlements 2003, United Nations Human Settlements Programme, Earthscan Publications, Londres, 2003 (ISBN 1-84407-036-0) ou (ISBN 1-84407-036-0), 341 p.

(en) UN-HABITAT, The State of the World's Cities: The Millennium Development Goals and Urban Sustainability, Earthscan Publications, Londres, 2006 (ISBN 978-1844073788), 224 p.

(fr) "Reconstruire un bidonville à Nanterre", Louis Maitrier, in Villes bonnes à vivre, villes invivables, Revue du MAUSS no 18, La Découverte, Paris, 1999.

(fr) Mike Davis (trad. Jacques Mailhos), Planet of Slums [« Le pire des mondes possibles : de l'explosion urbaine au bidonville global »], La Découverte, Paris, 2006 (ISBN 978-2-7071-4915-2)

(fr) La multinationale et le bidonville – Privatisations et pauvreté à Buenos Aires, Sarah Botton, Karthala, 2007, 464 p. (ISBN 978-2-84586-924-0)

(fr) Services d'eau et secteurs privé dans les pays en développement – Perceptions croisées et dynamique des réflexions, sous la direction de A. Blanc et S. Botton, Afd, 2011, 457p.

(fr) « Eliminer les bidonvilles=éliminer la pauvreté », ou les charmes pervers d'une fausse évidence », in L'économie politique, Sarah Bartoli, janvier 2011, p 44-60.

(en) « The Real Obstacles to Universal Access to Drinking Water » in Developing Countries, S. Botton, A. Brailowsky et S. Matthieussent, Loughborough University, 2005, 36 p. (ISBN 1-84380-089-6)